

# LA PAIX OU LA GUERRE

DU MÊME AUTEUR  
CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

*Dans les pas de Byron et Tolstoï* (2005)

*Deux heures moins dix* (2012)

*Le Manteau à martingale* (2020)

Mikhaïl Chichkine

# LA PAIX OU LA GUERRE

Réflexions sur le « monde russe »

*Traduit de l'allemand  
par Odile Demange*

LES ÉDITIONS NOIR SUR BLANC

Titre original : *Frieden oder Krieg*

© Mikhaïl Chichkine, 2022

© 2023, Les Éditions Noir sur Blanc,  
CH-1003 Lausanne, pour la traduction française

ISBN : 978-2-88250-851-5

## Sommaire

Préface à la nouvelle édition.....	9
Le paradoxe du mensonge.....	15
Le tsar de la montagne.....	27
« Skoro » – Bientôt !.....	45
Le nouveau « Temps des troubles » .....	59
La Russie se relève.....	73
Une « fenêtre sur l'Europe » ou bien un miroir ?.....	93
La paix hybride.....	101
Deux « peuples russes » .....	117
À la patience du grand peuple russe ! .....	145
Futur I.....	161
Futur II.....	183
Leçon d'allemand à l'usage des Russes. Thomas Mann et la guerre en Ukraine.....	189
Postface à la nouvelle édition .....	199



## Préface à la nouvelle édition

Ça fait mal d'être russe.

L'objectif déclaré de l'« opération spéciale » de Poutine en Ukraine était de sauver les Russes, la culture et la langue russes des fascistes ukrainiens. Les attaques ont principalement pris pour cibles des villes russophones de l'est du pays, avec leur population. Des crimes de guerre ont été commis non seulement contre des êtres humains, mais aussi contre ma langue. La langue de Pouchkine et de Tolstoï, de Tsvetaïeva et de Brodsky est devenue celle des criminels de guerre et des assassins. Dans un avenir prévisible, on n'associera plus la Russie à la musique et à la littérature russes, mais à des bombes qui s'abattent sur des enfants, aux images effroyables de Boutcha.

S'y ajoute un autre crime, celui de la honte qui frappe tout le pays. Des atrocités ont été commises au nom de mon peuple, de mon pays, en mon nom. Une autre Russie existe pourtant. Et cette Russie-là est pleine de douleur et d'affliction. Au nom de ma Russie, au nom de mon peuple, je voudrais demander pardon aux Ukrainiens. Mais je sais que tout ce qui s'est passé là-bas est impardonnable.

Mon père est parti sur le front à dix-huit ans pour venger ses frères assassinés par les Allemands. Après la guerre, durant sa vie entière, il a détesté les Allemands et tout ce qui était allemand. J'ai tenté de le raisonner : « Mais voyons, papa,

pense à la grande littérature allemande ! L'allemand est une si belle langue ! » Ces paroles le laissaient de marbre. Lorsque la guerre sera finie, que pourrai-je dire aux Ukrainiens dont les maisons ont été bombardées et pillées par des soldats russes, dont les proches ont été tués par des missiles russes ? Que la littérature russe est sublime ? Et que la langue russe est si belle ?

La culture échoue toujours quand commence la guerre. La grande littérature allemande n'a pas pu éviter Auschwitz, pas plus que la grande littérature russe n'a su empêcher le Goulag. Mes livres, comme ceux d'autres écrivains russes publiés au cours des vingt dernières années, ont été impuissants à prévenir la tragédie de la guerre en Ukraine.

Que peut faire un écrivain ? Il fait ce qu'il peut – il se fait comprendre. Il faut dire les choses clairement. Se taire, c'est soutenir l'agresseur, la guerre. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les Polonais se sont battus contre le tsarisme russe « pour votre liberté et pour la nôtre ». Aujourd'hui, les Ukrainiens se battent pour votre liberté et pour la nôtre. Ils ne défendent pas seulement leur dignité, mais celle de toute l'humanité. L'Ukraine défend actuellement notre liberté et notre dignité. Nous devons l'aider par tous les moyens possibles.

Ma mère est ukrainienne, mon père est russe. Je ne peux que me réjouir aujourd'hui qu'ils soient morts tous les deux et que la tragédie qui frappe nos peuples leur ait été épargnée.

Cette guerre n'a pas commencé maintenant, mais en 2014. Le monde occidental a refusé d'en prendre conscience et a fait comme si tout cela n'était pas bien grave. Durant les années qui se sont écoulées depuis, je me suis efforcé dans mes interventions et dans mes textes d'expliquer aux gens qui est Poutine. Je n'y suis pas parvenu. Aujourd'hui, Poutine lui-même le leur a expliqué.

La Russie reste étrange et inexplicable pour l'Ouest. Dans ce livre, j'ai cherché à présenter mon pays au lecteur occidental. Il s'agit de mon interprétation de la Russie, de son passé, de son présent et de son avenir. Et aussi de ma déclaration d'amour à mon pays, dont la nature est si belle et la culture si grandiose, mais qui, constamment, se transforme en ogre, dévorant les enfants des autres et les siens.

Ces textes ont été publiés en 2019. Le 24 février 2022, le monde a basculé, mais ces pages n'ont rien de dépassé.



Au contraire, leur actualité grandit de jour en jour. Dans les deux chapitres en fin d'ouvrage (« Futur I » et « Futur II », car j'ai écrit le livre en allemand, une langue qui possède deux formes de futur, le futur simple et le futur antérieur), j'ai évoqué l'avenir, ce qui attend la Russie et le monde. Nous sommes à présent dans cet avenir.

L'objectif de cette « opération spéciale » est la destruction d'une Ukraine démocratique. Le résultat de cette « opération spéciale » sera la destruction de la Russie poutinienne. Mais qu'advient-il ensuite ?

Les tentatives d'établissement d'un ordre social démocratique en Russie ont déjà subi deux échecs. La première démocratie russe, celle de 1917, n'a duré que quelques mois. La deuxième, celle des années 1990, a tenu quelques années, non sans mal. Dès que mon pays cherche à bâtir une société démocratique, à mettre en place des élections, un Parlement et une République, il se retrouve, invariablement, dans un empire totalitaire. L'histoire russe se mord éternellement la queue.

Est-ce une dictature et un dictateur qui accouchent d'une population d'esclaves, ou une population d'esclaves qui accouche d'une dictature et d'un dictateur ? L'œuf et la poule. Comment rompre ce cercle vicieux ? Où le nouveau départ de la Russie peut-il commencer ?

L'Allemagne hitlérienne est bien parvenue à échapper au cercle vicieux de la dictature et de la mentalité d'esclave – pourquoi la Russie ne pourrait-elle pas le faire ? Les Allemands, qui se sont livrés à un gros travail de mémoire pour assumer leur passé et accepter leur culpabilité, ont réussi à édifier une société d'orientation démocratique. Cependant, la renaissance de la nation s'est appuyée sur une défaite militaire totale et écrasante. La Russie a besoin, elle aussi, de cette heure zéro. Sans ce repentir, sans cette reconnaissance de la faute nationale, aucun nouveau départ démocratique ne sera possible.

Il n'y a pas eu de déstalinisation en Russie, pas de procès de Nuremberg pour le Parti communiste. Le destin de la Russie dépend à présent de la dépoutinisation. En 1945, on a montré les camps de concentration à la population allemande qui « ne savait rien » ; aujourd'hui, il faut montrer les villes ukrainiennes détruites et les cadavres d'enfants aux Russes « qui ne savent rien ». En tant que Russes, nous devons reconnaître

ouvertement et courageusement notre faute et demander pardon. Cette démarche est indispensable pour tous les Russes. Mais verra-t-on un jour un dirigeant russe s'agenouiller à Kyiv, à Kharkiv, à Marioupol ? Dans tous les pays où sont intervenus les chars russes : à Budapest, Prague, Tallinn, Vilnius, Riga, Grozny ?

En 1945, les Allemands ont cherché à se justifier : oui, bien sûr, Hitler était un affreux criminel et un scélérat, mais le peuple allemand ne savait rien de ce qui se passait et a été une victime parmi d'autres de ce monstre. La dépoutinisation échouera dès l'instant où les Russes recourront à ce type de justification : la bande criminelle de Poutine a pris le peuple en otage, oui, Poutine a mené une guerre criminelle contre l'Ukraine mais nous, les Russes ordinaires, nous n'en savions rien, nous étions convaincus qu'il s'agissait de libérer les Ukrainiens des fascistes, nous sommes des victimes de Poutine parmi d'autres. On verra alors surgir un nouveau Poutine.

Ni l'OTAN ni les Ukrainiens ne peuvent réaliser la dépoutinisation à la place des Russes. La population russe doit régler elle-même ses comptes avec son passé. Mon peuple est-il à la hauteur de cette tâche ? Est-il réaliste de penser que des États de droit, des États démocratiques, pourraient voir le jour sur les territoires qui déclareront leur indépendance à l'égard de Moscou ? Le processus de dislocation de l'empire se poursuivra, c'est certain. La Yougoslavie a montré avec quelle rapidité un État multiethnique peut plonger dans les guerres et les épurations les plus brutales. En cas d'escalade de la violence, mon pays fera un retour en arrière de plusieurs siècles. Ce qui entraînerait un nouveau déferlement de réfugiés vers l'Ouest. Comment éviter le prochain Temps des troubles dans un pays où les idées démocratiques ont perdu toute crédibilité auprès des masses et où la population met ses espoirs dans un gouvernement à la poigne de fer ? Une nouvelle poigne de fer apparaîtra certainement et l'Occident lui-même accueillera avec compréhension une nouvelle « dictature de l'ordre ». Personne ne souhaite un avenir chaotique dans un pays qui possède une si grande quantité de missiles nucléaires rouillés.

Je crois qu'on ne peut pas faire l'économie d'un aveu national de culpabilité. Sans dépoutinisation totale, la Russie n'a pas d'avenir. La seule voie qui s'offre à elle est celle d'une longue

et douloureuse renaissance. Et sur cette voie, les sanctions, la pauvreté, l'exclusion ne seront pas le pire. Sans renaissance intérieure de l'homme russe, la situation sera bien plus effroyable. Poutine n'est pas la maladie, il en est un symptôme.

Aujourd'hui, les milieux culturels russes ont pour mission de montrer la voie : une autre Russie existe. Tous les Russes ne soutiennent pas cette guerre. Ce n'est pas une guerre entre Ukrainiens et Russes. C'est une guerre entre des humains qui parlent ukrainien aussi bien que russe, et des monstres qui parlent le langage du mensonge et sont prêts à exécuter des ordres criminels. Dans cette guerre, il n'y a pas de nationalités – il y a des êtres humains et des monstres. Les monstres n'ont pas de nationalité, ce sont les esclaves du régime criminel. En Russie, les êtres humains descendent dans la rue pour protester contre la guerre, les monstres les tabassent et les arrêtent.

Le crime de Poutine est d'avoir empoisonné les gens à la haine. Poutine quittera la scène, mais peut-être la douleur et la haine demeureront-elles encore longtemps dans les âmes. Ce sera alors à la littérature, à l'art et à la culture de surmonter ce traumatisme. Le jour où s'achève la vie misérable et indigne d'un dictateur ne marque pas la fin de la culture – il en a toujours été ainsi, et il en sera ainsi après Poutine. On n'aura pas besoin alors de livres sur Poutine, pas besoin de livres qui expliquent la guerre. La guerre – des gens qui donnent à un peuple l'ordre de tuer d'autres peuples – ne s'explique pas. La vraie littérature est ce qui fait obstacle à la guerre. La vraie littérature ne traite pas de haine, mais du besoin humain d'amour.

Un lecteur m'a écrit : « Votre livre m'a permis d'éviter que mon amour pour la Russie s'étouffe dans le sang des Ukrainiens. » À présent que l'agression de l'armée russe en Ukraine a fait couler autant de sang, un livre peut-il encore contribuer à ne pas laisser l'amour de la Russie s'y noyer ?

Après chaque guerre naît une littérature antiguerre. Rappelons-nous Hemingway ou Remarque. Je sais que de jeunes écrivains se pencheront sur les expériences de cette guerre. Russes et Ukrainiens écriront des textes, et ce seront des livres complètement différents. Tous écriront sur la douleur de la perte, sur la mort et le tourment mais, dans la littérature ukrainienne, on verra apparaître des livres sur la

naissance d'une nation libre, sur la résistance héroïque contre le mal, sur la lutte pour la dignité humaine, tandis que les Russes s'attacheront au thème de l'aveu de culpabilité pour les crimes qui ont été commis.

La haine est la maladie, la culture le remède.

2023

## Le paradoxe du mensonge

J'ai parfois le sentiment que c'est une question de mots.

Quand ils franchissent la frontière russe, certains termes se transforment en caisses mal étiquetées. De façon alarmante, le contenu du mot est discrètement échangé, quand il n'est pas purement et simplement confisqué. Les meilleurs des termes, les plus beaux, perdent leur sens devant un décor russe.

Quand j'étais jeune, tout paraissait si simple et si clair : une bande de communistes s'était emparée de notre pays et il suffirait de chasser le Parti pour que les frontières s'ouvrent et que nous rejoignons la grande famille internationale des peuples attachés aux lois de la démocratie et de la liberté, et respectueux des droits de l'individu. « Parlement », « République », « Constitution », « élections » – tous ces mots avaient une résonance fabuleuse. Nous étions tous si naïfs en ce temps-là. Curieusement, nous avons oublié que tous ces mots existaient déjà : la Constitution stalinienne de 1936 n'était-elle pas « la Constitution la plus démocratique du monde » ? Nous vivions déjà sous les auspices de ces grands mots, dont les journaux se gargarisaient. Et nous allions voter régulièrement.

Nous avons oublié que tous ces mots admirables qui s'étaient introduits depuis l'Occident dans notre société avaient perdu leur sens initial ; qu'ils s'étaient mis à désigner n'importe quoi, sauf ce qu'ils signifiaient réellement.

La Constitution nous garantissait tous les droits imaginables ; tout s'y trouvait noir sur blanc : « Le suffrage universel, égal et direct par scrutin secret », « La liberté de parole, la liberté de la presse, la liberté de réunion et de rassemblement, la liberté des cortèges et des manifestations de rue ». Ou encore : « L'inviolabilité de la personne est garantie aux citoyens de l'URSS. Personne ne peut être arrêté autrement que par décision du tribunal ou avec l'autorisation du ministère public », « L'inviolabilité du domicile des citoyens et le secret de la correspondance sont protégés par la loi ».

Le texte de cette merveilleuse Constitution a été rédigé par Nikolaï Boukharine. En mars 1937, trois mois après l'adoption du texte, son auteur, accusé d'espionnage et de participation à un complot contre Staline, s'est retrouvé en prison. Dans sa dernière lettre, Boukharine suppliait Staline de ne pas le fusiller et de lui administrer une dose mortelle de morphine. Au lieu de lui accorder cette faveur, le chef du NKVD, Nikolaï Iejov, qui supervisa personnellement l'exécution de Boukharine, obligea le condamné à assister au préalable à la mise à mort d'autres détenus.

Boukharine s'était marié trois fois. Sa première épouse, Nadejda Loukina, fut arrêtée le 1<sup>er</sup> mai 1938 et fusillée le 9 mars 1940. Sa deuxième compagne, Esfir Gourvitch, et leur fille Svetlana passèrent de longues années au Goulag. La troisième, Anna Larina, fut arrêtée, elle aussi. Leur fils Iouri grandit dans un orphelinat sans savoir qui étaient ses parents.

Les mots avaient abandonné leur auteur. Les mots semblaient s'être ligüés contre nous.

Les termes les plus simples, les plus courants, se prêtent aux interprétations les plus diverses. En Russie, quand on parle d'économie de marché ou de propriété privée, ces concepts paraissent attrayants et familiers aux oreilles occidentales, mais c'est fallacieux. Il n'y a en Russie ni propriété privée garantie ni économie de marché au sens qu'on leur donne à l'Ouest. Ou prenons l'exemple de l'État. Dans le monde civilisé, il est entendu depuis longtemps que la fonction de l'État est de défendre les intérêts de ses citoyens, et non des intérêts particuliers. Le pouvoir se construit d'en bas, et seules les compétences impossibles à exercer au niveau inférieur sont déléguées au sommet. Chaque citoyen apprend dès le berceau

que le pouvoir de l'État se répartit entre le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire.

En Russie, la notion d'État a un sens très différent : elle est synonyme de pouvoir et de territoire. Les deux sont sacrés. À l'Ouest, le citoyen est codétenteur de l'État ; en Russie, il est son serf, quelle que soit l'enseigne que l'État accroche à sa porte.

Qui, en Union soviétique, aurait pu penser que le Parti communiste disparaîtrait, mais que, dans la nouvelle Russie, des mots remarquables comme « démocratie », « Parlement » et « Constitution » ne seraient que des matraques dans l'interminable lutte pour le pouvoir et pour l'argent ?

Prenons le terme de « démocratie ». En Europe, la démocratie passe pour garante des libertés personnelles, des droits humains. Pour la majorité des Russes, en revanche, ce mot est synonyme de chaos des années 1990. Or personne en Russie ne souhaite le retour des « années sauvages ».

Les mêmes mots suscitent des réactions très différentes en Russie et à l'Ouest. Par exemple, l'expression devenue célèbre présentant la disparition de l'Union soviétique comme « la plus grande catastrophe géopolitique » du XX<sup>e</sup> siècle (Vladimir Poutine en avril 2005) a fait naître des sourires amusés à l'Ouest. Si la fin de l'Union soviétique a été interprétée aux États-Unis et en Europe de l'Ouest comme le triomphe de la liberté et de la démocratie, la majorité des Russes y a pourtant vu une immense catastrophe humaine et sociale. Poutine exprimait le sentiment de la majorité de ses compatriotes.

Le plus grave malentendu entre l'Ouest et la Russie tient sans doute à ce que les notions démocratiques ne sont en Russie que de vains mots, qui n'exercent strictement aucun effet. À l'Ouest, elles sont l'aune à laquelle on juge les gouvernements ; en Russie, ce ne sont que des façades, et chacun sait qu'elles dissimulent des abîmes béants. L'État russe aura beau proclamer des « lois », une « Constitution », les « droits humains » et toutes les « libertés » qu'on voudra, la Russie a vécu et vit en vertu d'une unique loi, celle du bon vouloir du Kremlin et de son pouvoir illimité. Voilà pourquoi ceux qui gouvernent mon pays sont parfaitement incapables de comprendre pourquoi, par exemple, l'Angleterre ne livre pas les séparatistes tchéchènes à la Russie. Dans leur vision du

monde, il suffirait que le Premier ministre britannique passe un coup de fil au juge compétent pour que l'affaire soit réglée.

Dans l'univers russe, les grands mots exercent une autre fonction. Ils servent de camouflage. Ce qui pourrait faire figure de mensonge aux yeux d'un observateur extérieur contribue dans l'usage russe au consensus général. Ce n'est pas un paradoxe, c'est la réalité russe des mots.

« Il n'y a pas de soldats russes en Crimée », a-t-on déclaré au monde entier au printemps 2014 avec un regard torve. À l'Ouest, personne n'a compris : comment Poutine pouvait-il mentir aussi effrontément à son peuple ? La population, pourtant, n'y a pas vu un mensonge : nous nous comprenons fort bien, après tout, c'est l'ennemi qu'on trompe, ce qui n'est pas un péché mais une authentique vertu militaire. Et avec quelle fierté n'a-t-on pas fini par reconnaître : « Oui, des soldats russes ont été envoyés en Crimée ! »

On ment sans vergogne à l'Occident : « Ce n'est pas nous qui avons abattu le Boeing 777 au-dessus de la région de Donetsk ! » Tout le monde sait que c'est un mensonge. Et les choses continuent, *business as usual*.

Quand Poutine débite des mensonges éhontés aux personnalités politiques occidentales, il observe leurs réactions avec un intérêt manifeste non dénué de plaisir ; il se repaît de leur désarroi et de leur impuissance. L'aplomb est une manifestation de force, il oblige les adversaires à réagir, les plongeant ainsi dans l'embarras. Rien ne les a préparés à pareils mensonges. Au lieu de mentir ouvertement, les responsables occidentaux déforment la vérité le plus discrètement possible ; un autre algorithme du mensonge a cours dans l'Europe démocratique.

Chris Patten, dernier gouverneur de Hong Kong et ancien commissaire de l'UE, évoque dans ses mémoires un sommet au cours duquel il s'est trouvé à la même table que Poutine. Il a été question de la Tchétchénie et des violations des droits humains qui s'y commettaient. « La situation était extrêmement gênante. Nous savions que Poutine nous mentait, Poutine voyait bien que nous le savions, et nous voyions bien que Poutine savait que nous savions qu'il nous mentait. Et nous n'avons rien dit. C'était profondément humiliant. »

On prétend n'être pour rien dans la guerre à l'est de l'Ukraine, bien que tout le monde sache que c'est un mensonge



de plus. Et la diplomatie occidentale gobe ça. Les maîtres du Kremlin envoient des soldats en Ukraine de l'Est, ils les envoient à la mort dans cette crypto-intervention scandaleuse avant de mentir à leurs familles sur les causes et le lieu de leur décès. Les familles font semblant de croire le gouvernement. Et elles se taisent. Quand, dans son propre pays, Poutine raconte des contre-vérités, tout le monde sait qu'il ment, et lui-même sait que tout le monde le sait, mais ses électeurs acceptent ses fabulations. La « vérité » russe est un mensonge sans fin.

Tout cela n'a rien de nouveau. Il fut un temps où la radio soviétique relayait le mensonge suivant : « Selon l'agence TASS [l'agence de presse soviétique], il n'y a pas un seul soldat soviétique sur le territoire coréen ! » De même, il n'y a pas eu de soldats soviétiques en Égypte, en Algérie, au Yémen, en Syrie, en Angola, au Mozambique, en Éthiopie, au Cambodge, au Bangladesh ni au Laos. Si ceux qui y étaient déployés avaient la chance de rester en vie et de regagner leur patrie, les ordres étaient stricts : pas un mot ! La patrie niait leur existence. Ils ont dû attendre les années 1990 pour être reconnus *a posteriori* et être intégrés dans les articles de la loi « Sur les anciens combattants » en qualité de participants à des opérations militaires. Ce texte de loi comprend la liste des guerres qu'ont menées nos soldats et nos officiers – des conflits dans lesquels nos gouvernements ont pourtant nié catégoriquement et farouchement toute participation. Les législateurs à venir devront ajouter l'Ukraine à l'inventaire.

La Russie est revenue aux temps soviétiques du mensonge absolu. Le pouvoir avait alors conclu avec ses sujets un contrat social resté en vigueur pendant des dizaines d'années : nous savons que nous mentons et que vous mentez et nous continuons à mentir pour survivre. Plusieurs générations ont grandi selon les principes de ce contrat social.

Quand j'étais petit, j'ai emprunté un jour à la bibliothèque scolaire *Benjamin au pays des menteurs*, un livre de l'Italien Gianni Rodari. C'est l'histoire d'un garçon qui arrive dans un pays dont s'est emparée une bande de pirates qui obligent tout le monde à mentir. Les chats sont sommés d'aboyer, les chiens de miauler. Le pain doit être appelé « encre ». Le seul argent en circulation est de la fausse monnaie et les habitants apprennent les nouvelles essentielles par le journal *Le Menteur exemplaire*.

L'absurdité de la situation ne pouvait que me séduire. Et ce livre devait son incroyable succès auprès des adultes au fait que, à la différence des enfants, ils comprenaient de quel pays il s'agissait réellement. Orwell pour débutants. Je me rappelle encore que mes parents s'étonnaient qu'il n'ait pas été interdit. Ils étaient conscients de vivre très exactement dans ce pays des mensonges tombé aux mains des pirates.

Le mensonge était omniprésent. Les journaux mentaient, la télévision et les enseignants aussi. L'État dupait les citoyens, les citoyens dupaient l'État. Tout le monde connaissait les règles du jeu. Nous y étions habitués dès l'école maternelle. C'est dans ce pays des mensonges qu'ont grandi tous les acteurs de la Russie actuelle.

Au cours des décennies, le pouvoir a menti à ses compatriotes et aux étrangers, et si personne ne croyait personne, nul ne s'en offusquait. Des affiches proclamaient à la population que l'URSS était « le rempart de la paix » et, pendant ce temps, les chars soviétiques intervenaient aux quatre coins du monde. Sous prétexte de répondre à l'« appel d'un groupe de camarades » (un groupe ridiculement minuscule, constitué de cinq fonctionnaires de la branche stalinienne du Parti communiste tchécoslovaque), la Russie a envahi la Tchécoslovaquie. On a prétendu fallacieusement que l'Afghanistan nous appelait au secours. On a menti à propos de catastrophes aériennes, pourvu qu'aucune équipe de foot ou de hockey n'y ait trouvé la mort – en effet, ce genre d'accident était réservé à l'Ouest. On a menti au monde entier lors de l'arrivée de Brejnev au poste de secrétaire du Parti : on a découpé les photographies officielles de l'accueil réservé à Gagarine sur la place Rouge après son vol dans l'espace pour en faire disparaître Khrouchtchev. On a menti à propos du passé, du présent et du futur, en toute occasion, importante ou non.

La télévision annonçait avec enthousiasme la réalisation des plans quinquennaux, même si les rayonnages des magasins étaient de plus en plus vides et les files qui s'alignaient devant de plus en plus longues. Nous vivions dans un pays « où le socialisme avait triomphé », où, selon la loi, tout appartenait au peuple alors que, en réalité, le peuple ne possédait rien. De toute façon, rien n'appartenait à personne. Nous vivions

dans cet extraordinaire pays rempli d'esclaves, où tous appartenait au système. Même ceux qui nous dirigeaient.

Le pouvoir réclamait à la population des témoignages enthousiastes de réussite dans toutes les sphères de l'économie nationale et obtenait en retour d'exaltants rapports trafiqués. Le pouvoir exigeait des mensonges, il les obtenait et faisait comme s'il y croyait. Si quelqu'un refusait de jouer ainsi avec les mots, il était mis sur la touche, critiqué, licencié, arrêté, exécuté. La gravité de la sanction dépendait de la température du moment. Du temps de Staline, on était fusillé. Aussi valait-il mieux mentir comme les autres, surtout si on avait une famille et des enfants.

Ma mère était institutrice mais, à l'époque, je n'avais évidemment pas encore compris à quel point le métier d'enseignant était difficile pour elle, comme pour tous ses collègues. C'était mission impossible : ils étaient censés apprendre aux enfants à dire la vérité, tout en les préparant à vivre au pays des mensonges. La loi écrite exigeait que l'on dise toujours la vérité, mais la règle établie répliquait : Si tu dis la vérité, tu en subiras les conséquences.

Nos enseignantes (en Russie, la majeure partie du corps enseignant était et est toujours constituée de femmes, car il est quasiment impossible de nourrir une famille avec un salaire d'instituteur) nous inculquaient des mensonges auxquels elles-mêmes ne croyaient pas, parce qu'elles nous aimaient et voulaient nous sauver. Elles craignaient de dire quelque chose de mal, mais elles avaient plus peur pour nous que pour elles. Car dans notre pays, on se livrait à un jeu mortel avec les mots. Il fallait prononcer les bons et éviter ceux qui étaient dangereux. Personne n'avait tracé officiellement de frontière entre les deux, mais tout le monde la percevait en son for intérieur. Les dissidents transgressaient les règles du jeu – parce que l'estime de soi avait à leurs yeux une importance proprement suicidaire (dont témoignait le célèbre appel de Soljenitsyne : « Ne pas vivre dans le mensonge »). Des jeunes gens intrépides les enfreignaient également – par inexpérience. Les enseignants cherchaient à sauver ces jeunes amoureux de la vérité en leur inoculant une dose revigorante de crainte. L'injection était sans doute un peu douloureuse sur le moment, mais ils étaient immunisés pour le restant de leur vie. Si notre enseignement

de la chimie ou de l'anglais laissait à désirer, nous recevions en revanche une éducation exemplaire dans l'art difficile de la survie – dire une chose, en penser une autre et en faire une troisième.

Un trouble dissociatif de la personnalité, une conscience divisée – dire ceci, mais penser et faire cela –, caractérisait la réalité de toute une nation. Quand un mensonge se détache de lui-même, il devient capable de construire une réalité nouvelle. Cette réalité nouvelle, c'est nous. Et nous, les Russes qui vivons aujourd'hui, nous sommes tous issus de cette fausse réalité. Partisans du gouvernement aussi bien qu'opposants.

Il ne faut d'ailleurs pas condamner totalement ce mensonge, car il concentre en lui toute la vitalité et la vigueur de l'instinct de survie. La volonté de survie dans le camp pénitentiaire qui porte le nom de « Russie », derrière les barbelés, exige de l'être humain certaines qualités. La structure de sa psyché se modifie, ce qui n'est pas sans conséquence, surtout lorsque ces qualités vitales se transmettent d'une génération à l'autre. Cela faisait plusieurs générations que le mensonge était notre élixir de longue vie. En 1939, le philosophe émigré Nikolai Berdiaev écrivait ainsi à propos des dictatures d'Hitler et de Staline dans un article consacré au « paradoxe du mensonge » : « Les hommes vivent dans la peur, et le mensonge est leur arme de défense. » Nous avions tous peur, et nous avions tous besoin d'un moyen de défense ! Le pouvoir redoutait son propre peuple, ce qui le conduisait à mentir. La population participait à ce mensonge, car elle-même redoutait le pouvoir. Le mensonge est ainsi devenu l'assurance-vie d'une société fondée sur la violence et sur la crainte.

Il fallait mentir, mais il ne fallait pas croire. Croire vous conduisait rapidement à la perte. Je me souviens encore du jour où nous avons appris ce qui s'était passé à Tchernobyl. Je travaillais alors dans un établissement scolaire. Pendant la récréation, un professeur de physique visiblement bouleversé (le seul, avec moi, à faire partie de l'équipe pédagogique) est arrivé ventre à terre en salle des professeurs. Une connaissance l'avait informé en confidence de la catastrophe. Nous l'avons immédiatement cru. Ce n'est pas le gouvernement mais cette information qui nous a incités à faire entrer au plus vite les enfants dans les bâtiments pour qu'ils ne soient pas irradiés en

restant en plein air. Le silence des réseaux officiels a encore duré longtemps. Ils ont fini par évoquer l'événement, tout en se montrant rassurants : il n'y avait absolument aucun danger. La population savait déjà ce que cela signifiait : quand on disait qu'il n'y avait aucun danger, la situation était vraiment grave.

Les responsables politiques de l'Ouest n'ont pas d'expérience comparable du mensonge. Les électeurs occidentaux considèrent eux aussi – à juste titre – certains de leurs politiciens comme des menteurs et des escrocs. Leurs mensonges peuvent avoir de graves conséquences, comme le mensonge à propos des armes de destruction massive de Saddam Hussein en Irak. Malgré tout, par rapport aux autocrates russes, ces politiciens qui risquent toujours de perdre le pouvoir aux élections suivantes font l'effet de petits joueurs. Peut-on imaginer que le président américain ou la chancelière allemande envoient des troupes effectuer une intervention armée, avant de nier la présence de leurs soldats sur place ? Leur électorat ne comprendrait pas, et ne le leur pardonnerait pas.

En Occident, une personne engagée en politique, dont le destin dépend des voix qui se portent sur elle, a tout avantage à être sincère, pour gagner la confiance des électeurs. Dans une société démocratique, être convaincu de mensonge peut vous coûter votre carrière.

Cette attitude responsable vis-à-vis de la parole s'inscrit dans une mutation fondamentale de la pensée européenne au cours de la Réforme. Ce qui était dit devait être pris au sérieux et être considéré comme contraignant. La confiance est le fondement d'une société civilisée. La confiance dans les institutions de l'État. La confiance dans la parole.

Cependant, la parole fonctionne diversement, comme l'illustre bien l'exemple de deux hommes politiques qui ont fait du XX<sup>e</sup> siècle le plus sanglant de l'histoire humaine : Hitler et Staline. À la lecture du livre abject d'Hitler, un lecteur russe est frappé par une sincérité et un franc-parler impensables chez Staline. L'antisémitisme ouvertement exprimé d'Hitler s'oppose de façon criante à la rhétorique soviétique de l'« amitié entre les peuples ». On voit se heurter ici deux traditions différentes : la responsabilité à l'égard de ce qu'on dit et l'usage abusif des mots pour masquer le fond de sa pensée. Les mots parfaitement sincères du Führer exprimaient

une authentique conviction, ce qui lui a valu dans son pays la confiance des masses. Il ne mentait pas aux Allemands et lorsqu'il est arrivé au pouvoir, il a tenu parole. Il a promulgué les lois de Nuremberg, fondant ainsi la base juridique de la persécution des Juifs. L'antisémitisme est devenu légal, ordonné par la loi. Aussitôt dit, aussitôt fait. C'est ainsi qu'Hitler a frayé la voie à la Shoah par des mots haineux d'une parfaite franchise.

Staline, quant à lui, n'a pas prononcé publiquement un seul mot contre les Juifs, ce qui ne l'a pas empêché, après la guerre, d'exterminer le Comité antifasciste juif soviétique et de lancer une campagne antisémite à l'échelle de tout le pays, sous prétexte de lutter contre le sionisme international. Le tristement célèbre « procès des blouses blanches » devait servir de prélude à la variante soviétique de la « solution finale » : on avait fait des préparatifs pour la déportation des Juifs en Sibérie, calquée sur le modèle déjà utilisé pour la déportation d'autres peuples (un projet abandonné en raison de la mort de Staline).

Les collaborateurs de la Gestapo et du NKVD étaient des bourreaux. Mais si la Gestapo torturait des gens pour leur faire avouer la vérité, qu'ils aient été communistes ou juifs, le NKVD torturait les détenus pour leur arracher des mensonges : de faux aveux dans lesquels ils reconnaissaient être des espions anglo-japonais ou des agents du sionisme international.

Du haut des tribunes et dans la presse soviétique, on proclamait l'égalité de tous les peuples, on vantait la fraternisation de toutes les nationalités qui composaient l'Union, alors même que régnait dans le pays un antisémitisme d'État silencieux, plusieurs décennies encore après la mort de Staline. Aucune loi n'avait été adoptée interdisant aux Juifs l'accès à certaines grandes écoles ou universités, mais c'était une règle non écrite que tous respectaient. Mon pays n'avait pas besoin de « lois de Nuremberg » officielles. Ici, le rapport entre le mot et la réalité fonctionne différemment.

D'où un grave malentendu à propos de la Russie dans les milieux politiques dirigeants de l'Ouest. Les médias et les politiciens voudraient juger le régime de Moscou en fonction de ses propos. On prétend tirer des déclarations des « occupants du Kremlin » d'importantes déductions politiques. Mais voici ce que signifient, en traduction, ces déclarations : Nous

mentons et vous le savez, mais il faudra bien que vous avaliez nos mensonges. On juge les dirigeants russes à leurs mots – alors qu'on ne devrait les juger qu'à leurs actes.

L'Europe trouvera-t-elle quelque chose à opposer à ce tsunami de mensonges, ou acceptera-t-elle le contrat social poutinien ?

Pour comprendre comment agir avec la Russie, il faut commencer par démasquer la « conspiration » des mots. Il faut établir un lexique des termes fallacieux. Trouver le vrai sens, le sens caché des mots mensongers, ressassés. Redresser ce qui est déformé. Tous les traducteurs connaissent bien les « faux amis ». Ce sont des mots identiques en apparence dans deux langues différentes et qui paraissent donc familiers et intelligibles, alors que leur sens est tout différent. S'agissant du monde russe, presque tous les mots font l'effet de « faux amis ».

Si l'on ne met pas de l'ordre dans ce fouillis linguistique, on verra éternellement ressurgir les discours sur le pays énigmatique, situé aux marges de l'écoumène. Les commentaires sur la « mystérieuse âme russe » sont légion. Comme l'a bien résumé Churchill : « La Russie est un rébus enveloppé d'un mystère à l'intérieur d'une énigme. »

Les Russes ne sont ni énigmatiques ni mystérieux. Il n'existe sur la planète aucun peuple « énigmatique et mystérieux ». Il n'existe qu'une connaissance insuffisante.

Le célèbre écrivain Ivan Gontcharov a parcouru le monde en bateau, ce qui lui a inspiré le récit de voyage *La Frégate Pallas*. L'auteur d'*Oblovov*, l'œuvre majeure de la « psychanalyse russe », relève à propos des Japonais énigmatiques : « Notre politesse leur semble impolie et inversement. » Gontcharov écrit qu'on aurait tort de juger les habitants du Japon selon les critères européens. Sans notions de l'histoire du pays, il est, affirme-t-il, impossible de comprendre la mentalité, le mode de vie et la politique des Japonais : « Quelque expérience de la vie, quelque connaissance du cœur humain que l'on ait, il est difficile d'agir selon les règles ordinaires quand on ignore la vision du monde, la morale et les mœurs d'un peuple ; comme il est difficile de parler une langue sans connaître sa grammaire et son vocabulaire. »

Nous sommes tous énigmatiques : Japonais, Allemands, Papous, Russes. Mais ces énigmes peuvent être déchiffrées. Le passé livre les éléments constitutifs de notre présent.

Nous, la génération actuelle, nous sommes un gant, et notre histoire est la main.

2019



## Le tsar de la montagne

Quand nous étions enfants, nous jouions au « tsar de la montagne ». En hiver, nous faisons un énorme tas de neige dans la cour, avec un toboggan de glace. Le but du jeu était de grimper jusqu'au sommet de cette montagne et de repousser les autres joueurs. Tous les coups étaient permis. C'est le jeu auquel se livre l'histoire russe depuis dix siècles. À cette différence près que, dans son cas, le sang coule et se répand épisodiquement sur tout le pays.

Alexandre Herzen disait : « Les écrivains ne sont pas des médecins. Ils sont la souffrance. » Et il posait un diagnostic accablant sur la vie russe : « En Russie, l'État s'est établi comme une armée d'occupation. »

Cette attitude de l'État qui se comporte avec sa propre population comme une puissance d'occupation remonte à sa fondation par les Vikings ; ceux-ci ont envahi le territoire des tribus slaves, marquant ainsi le début de l'histoire russe. Les chroniques embellissent les événements en les agrémentant d'une légende d'invitation, mais en vérité, il s'agissait bel et bien d'une conquête. Les Vikings fondèrent un État sur le territoire des tribus slaves, comme ils l'ont fait en Normandie ou en Sicile. Ils s'établirent à Novgorod et à Kyiv, choisie pour capitale en 882 par le prince Oleg, raison pour laquelle le premier grand empire établi sur le territoire russe est appelé par

les historiens la « Russie kiévienne », ou « Rous de Kyiv ». Les soulèvements des Slaves contre les intrus étrangers furent brutalement écrasés. Quand les Drevliens tuèrent l'avid prince Ingvar (Igor) pendant sa campagne de pillage, sa veuve Helga (Olga) le vengea en faisant exécuter 5 000 Drevliens sur son tertre funéraire et brûler vive une délégation drevlienne dans des thermes publics. Iskorosten, la capitale des Drevliens, fut incendiée et ses habitants impitoyablement massacrés. La profonde faille entre le pouvoir et la population allait être le traumatisme de la naissance de la nation.

Les princes scandinaves épousèrent des femmes slaves et leurs enfants commencèrent à parler la langue de leurs mères, sans que cela influence les relations avec leurs sujets. Les générations suivantes vécurent elles aussi de razzias, pillant aussi bien des pays étrangers que leur propre « terrain de chasse ». Le pays se divisa en plusieurs principautés qui se faisaient la guerre réciproquement. « Ceux d'en bas » ne furent jamais traités en « frères tribaux », mais en proies.

La religion aurait pu jouer un rôle unificateur. Mais l'adoption du christianisme entraîna un nouvel acte de violence du pouvoir contre la population terrorisée. À en croire la plus ancienne source conservée, la chronique de Nestor, le prince Vladimir fit le choix entre l'islam, le judaïsme, le christianisme catholique romain et la foi orthodoxe byzantine selon des critères esthétiques. Lorsque ses émissaires revinrent de Tsargrad (Constantinople), où ils avaient assisté à un office à Sainte-Sophie, ils lui auraient parlé avec enthousiasme de la beauté du service divin orthodoxe ; ils ne savaient plus, affirmèrent-ils, s'ils étaient « encore sur terre ou déjà au ciel ». En réalité, il s'agissait de jeux de pouvoir. Byzance était en effet l'empire le plus puissant de la région. Vladimir, qui cherchait à se rapprocher de la maison impériale byzantine, se décida donc en faveur du christianisme orthodoxe. La géopolitique s'immisça ainsi dans la question religieuse russe.

En 988, le prince converti de fraîche date fit jeter les idoles païennes dans le Dniepr, à Kyiv, et ordonna aux habitants de la ville de se faire baptiser dans le fleuve. Ceux qui refusaient furent mis à mort. C'est ainsi que la doctrine du Christ fit son entrée en Russie. La *droujina* (l'escorte de guerriers du prince) procéda à des baptêmes forcés aux quatre coins de l'empire.

La christianisation par Constantinople eut des conséquences funestes pour la suite de l'histoire russe. À la différence de l'Église romaine qui imposa le latin comme langue liturgique unique dans sa zone d'influence, l'Église orthodoxe apporta aux Russes le « slavon d'Église », une langue élaborée de toutes pièces pour les Slaves du Sud par les frères Cyrille et Méthode, deux érudits byzantins. Cette mesure empêcha les tribus slaves de l'Est de se rattacher culturellement à l'Antiquité et de participer au développement des peuples européens. Le latin constitua une artère de la civilisation, il s'imposa comme langue de la science, de la médecine et du droit et s'affirma comme la *lingua franca* de l'écoumène. Une langue « morte » devint ainsi la source vitale de l'histoire ouest-européenne, alors que l'on créa pour les Russes une langue liturgique morte, qui resta momifiée durant des siècles et n'exerça aucune influence sur le progrès scientifique et social. Aussi furent-ils, pour des raisons notamment linguistiques, exclus de la Renaissance, de la Réforme et des Lumières.

Un danger mortel venu de l'extérieur, comme l'invasion des Mongols au XIII<sup>e</sup> siècle, aurait pu contribuer à unir le peuple et offrir une occasion historique de surmonter l'abîme entre les autorités et les masses populaires face au malheur qui les menaçait. Ce ne fut pas le cas. Bien au contraire, l'invasion mongole et l'intégration ultérieure de la Rous dans la Horde d'or consolidèrent l'opposition entre le pouvoir et la population et en firent un élément immuable de la politique russe.

Sous Batu Khan, les Mongols fondèrent le khanat de la Horde d'or et établirent en 1242 sa capitale à Saraï, sur le cours inférieur de la Volga. Désormais, la Rous appartient à la Horde d'or et Saraï fut la capitale russe. La région devint un *oulous* – une province – de l'Empire mongol. Le khan accorda aux princes russes le pouvoir sur les terres qu'il leur conféra par un édit – connu sous le nom de *iarlyk*. Pour rendre hommage au khan, les princes devaient faire le voyage de Saraï, se prosterner devant lui avec leur suite et lui baiser les talons. Les Mongols renoncèrent à occuper ces terres avec leur propre armée, et préférèrent charger les princes russes, en tant que représentants du khan, de collecter le tribut du peuple. Les percepteurs des impôts défendaient donc les intérêts de la Horde d'or et se conduisaient en occupants dans leur propre

pays, car leur vie dépendait du versement du tribut. Le pillage brutal des habitants de leurs propres villes et villages devint pour eux une stratégie de survie. Ceux qui satisfaisaient aux désirs du khan avaient une chance de rester en vie. Les Mongols n'avaient pas besoin de s'en mêler, car les princes se méfiaient les uns des autres et se dénonçaient réciproquement au khan de Saraï. Aux yeux des sujets cependant, leurs propres princes se muèrent en représentants de la Horde d'or. Dirigeants et peuple avaient certes une langue et une religion communes, mais les premiers se comportaient comme une force ennemie. C'est ainsi que, d'emblée, l'occupation mongole se transforma en occupation par les souverains eux-mêmes. Le joug tatar était russe.

L'*oulous* russe était soumis aux mêmes règles du jeu que l'ensemble de l'Empire mongol. Le khan considérait les pays et les peuples asservis comme sa propriété. La loi fondamentale du pays était la loi du plus fort. Dans leurs cours, les princes russes imitaient la vie qu'on menait au siège de la Horde d'or. Toute la hiérarchie du pouvoir fonctionnait selon le même principe : courber l'échine devant les supérieurs, piétiner les inférieurs. Dans les relations mutuelles entre la population et le pouvoir, la seule différence fondamentale avant et après la conquête mongole était que, désormais, les princes devinrent eux aussi des esclaves. L'élite politique russe s'appropriä une mentalité servile par instinct de conservation.

Alexandre Nevski est un des pères fondateurs de l'État russe. Le film culte de l'époque stalinienne réalisé par Sergueï Eisenstein le représente comme un fervent patriote et un héros populaire. Surtout parce que, dans sa jeunesse, Nevski s'est illustré par son courage au combat. La réalité était pourtant légèrement différente. Batu Khan accorda à Andreï, le frère d'Alexandre, le rang de grand-prince de Vladimir, capitale de la Rous septentrionale. Andreï fomenta une insurrection contre les Mongols et s'efforça à cette fin de forger une alliance des princes contre le maître de Saraï. Alexandre s'attarda cependant à Saraï et intrigua contre son frère à la cour du grand khan. En définitive, Batu déposa Andreï et éleva Alexandre Nevski à la dignité de grand-prince. Alexandre prit alors la tête d'une expédition punitive mongole contre la Rous, l'armée d'Andreï fut vaincue et lui-même dut s'enfuir

en Suède. En 1257, quand les habitants de Novgorod se révoltèrent contre le tribut exigé par les Mongols, Alexandre prit une nouvelle fois les armes pour le compte des Mongols et écrasa la rébellion dans le sang. Les nez coupés et les énucléations se comptèrent par milliers. Le joug tatar ne s'abattit donc pas sur la Russie avec l'invasion mongole, mais avec la prise du pouvoir par Alexandre Nevski – un prince russe, qui se comporta en puissant et cruel auxiliaire des occupants étrangers. Cela n'empêcha pas l'Église orthodoxe de le canoniser et, aujourd'hui, Alexandre Nevski est considéré comme un héros national russe.

Un autre jalon sur la voie de la Russie dans laquelle « l'État s'imposa comme une armée d'occupation » a été l'application du *iarlyk* du grand-prince aux territoires moscovites. Le titre de grand-prince faisait de celui qui le portait le gouverneur du khan, et lui confiait le recouvrement du tribut dans l'ensemble de l'*oulous*. Au XIV<sup>e</sup> siècle, le prince moscovite Ivan Kalita obtint ce titre à la suite d'une lutte impitoyable contre ses rivaux. Il avait gagné la confiance du grand khan en prenant la tête d'une armée mongole qui écrasa dans le sang une révolte survenue à Tver, et en dévastant toute la principauté. La fidélité au khan et un goût certain pour la violence la plus cruelle contre son propre peuple favorisèrent l'ascension d'Ivan et de sa principauté moscovite. La Rous se transforma en *oulous* moscovite de la Horde d'or. Cette nouvelle hégémonie fut confirmée officiellement par le déplacement du siège du métropolitain de Vladimir à Moscou. Le surnom « Kalita » signifie « l'escarcelle », et le grand-prince amassa effectivement sa fortune en empochant une grande partie des tributs collectés à travers tout le pays. Ainsi vit le jour la matrice du comportement des futurs dirigeants de Moscou : le pouvoir et la population furent indissolublement liés par la peur et la violence réciproques.

Avec le temps, la Horde d'or se divisa en plusieurs parties. À l'issue des luttes de pouvoir constantes au sein de l'empire en décomposition, l'*oulous* de Moscou s'imposa comme le plus fort. Le gouverneur du grand khan devint alors souverain à titre héréditaire. Un seul élément changea dans les relations sociales à l'intérieur de l'*oulous* moscovite : la terre et le peuple, qui avaient été jusqu'alors propriété du grand khan,

n'appartenaient désormais plus qu'au grand-prince, lequel prit le nom de tsar. Moscou ne pouvait pas s'affranchir de la Horde d'or, car nul ne peut s'affranchir de lui-même. Moscou devint le nouveau Saraï, le joug tatar – qui ne fut jamais un joug tatar, car les Mongols n'opprimèrent pas le peuple directement, préférant déléguer cette tâche aux princes russes complaisants – n'existait plus. L'*oulous* demeura, en tant que système de domination et en tant que mentalité.

Au XV<sup>e</sup> siècle, Moscou apparut sur la scène internationale comme un acteur à part entière et dut s'imposer contre ses voisins catholiques de l'Ouest. L'orthodoxie lui servit d'étendard. L'Église apporta un soutien intellectuel à l'Empire tsariste qui guerroyait contre tous ses voisins. On élaborait pour les besoins de la cause une idéologie de combat messianique, l'aplomb grandissant du nouveau souverain se transforma en sentiment missionnaire et Moscou devint la Troisième Rome. Après la chute de Byzance, la Russie restait le seul État indépendant à être dominé par l'Église orthodoxe. L'Empire moscovite fut présenté comme l'image du royaume des cieux sur Terre, comme un État reposant sur la vérité. Le moine Philothée de Pskov écrivit ces mots célèbres : « Souviens-toi, tsar très pieux, que tous les royaumes chrétiens sont arrivés à leur fin et se sont rassemblés dans Ton unique royaume. Car deux Romes sont tombées, mais la troisième se dresse et il n'y en aura point de quatrième. »

Le monde russe était désormais parfait. Alors que, en Europe, la Renaissance et la Réforme aiguillonnaient l'esprit humain, à l'Est, se dressait un royaume guerrier qui utilisait abusivement sa propre nation comme armée. Pouvoir absolu et unanimité sont depuis ce temps les coordonnées de la vie russe. L'unique objectif est la victoire sur les ennemis. Dans la guerre contre le monde entier, l'expansion est la meilleure défense. Conformément à cette raison d'État, le sens de la vie de l'individu se résume à servir l'Empire russe. Son bonheur suprême : mourir pour la patrie. Les commandants ne sont pas élus, les ordres ne sont pas contestés. La moindre lueur d'initiative personnelle, la moindre étincelle de libre-pensée font figure de mutinerie. La moindre expression de mécontentement, aussi justifiée soit-elle, équivaut à une trahison. Les êtres se partagent entre les nôtres (*nachi*) et les étrangers. Les

étrangers nous détestent, nous les Russes, et n'ont d'autre but dans la vie que de détruire la Russie. Quant à Dieu, il n'en existe qu'un – le russe.

La notion de propriété privée – fondamentale dans les sociétés occidentales – n'existe pas car la vie des sujets et leurs biens plus encore font partie de la réserve de guerre stratégique et peuvent être sacrifiés à tout moment à des intérêts supérieurs. La loyauté à l'autorité suprême constitue le fondement et l'assurance de la propriété. Il n'y a qu'une forme de propriété – celle du pouvoir. La perte de confiance entraîne la perte de la fortune. Il n'existe ni système de droit solide ni notion d'indépendance de la justice. Tout appartient au plus fort. L'héritage de la Horde d'or continue à vivre dans la « légitimité du *iarlyk* », qui est une légitimité de la violence.

La population n'est protégée de l'arbitraire des puissants que par la sévérité du pouvoir suprême qui assure l'ordre dans le pays. Si la main qui gouverne manifeste la moindre faiblesse, toute la hiérarchie du pouvoir se disloque et c'est le chaos. Aussi la population préfère-t-elle toujours un pouvoir fort. Entre le chaos et l'ordre, le choix se porte invariablement sur ce dernier. En Russie, personne ne veut d'un tsar faible, on veut un tyran.

Aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, les légendes de Dracula, le voïvode valaque Vlad III, étaient très populaires. Les auteurs d'Europe de l'Ouest ne retiennent de lui que sa cruauté. L'ouvrage *Skazanie o Drakule voevode (Histoires du voïvode Dracula)*, probablement écrit par un diplomate russe du nom de Fiodor Kouritsyne, se distingue de façon frappante des célèbres histoires de Dracula, en particulier par son portrait du personnage principal. Dans la version occidentale, Dracula apparaît comme un despote sanguinaire, un sadique maniaque, un profanateur, un bourreau, un monstre, un être fondamentalement malfaisant. La version russe le présente avant tout comme un dirigeant orthodoxe qui défend la vraie foi contre les hérétiques musulmans et fait régner un ordre sans faille dans son pays. Les ennemis craignant d'agresser ce puissant guerrier, une paix durable s'installe. Personne n'ose voler, car tout le monde en redoute les conséquences. Les fonctionnaires sont incorruptibles, parce qu'ils tremblent à l'idée d'être empalés. Un boucher, comme souverain idéal. Les *Histoires du voïvode*

*Dracula* ont été le premier livre original profane russe. Il est révélateur que, parmi la multitude de sujets européens courants, ce soit précisément celui-là qui ait été demandé par la société moscovite et radicalement réinterprété de cette manière. Ce texte a connu une immense popularité en Russie.

Le système social qui avait vu le jour dans l'*oulous* moscovite s'est révélé remarquablement stable et viable parce qu'il résolvait également la principale question de la vie humaine. De génération en génération, le service séculaire du tsar privait les gens de leur esprit, de leur corps et de leur volonté en échange d'une satisfaction morale, donnant par ailleurs un sens à leur vie. Ce que les diplomates en poste sur les rives du Rhin considéraient comme du despotisme et de l'esclavage lorsqu'ils portaient les yeux sur la Russie faisait figure, sur les berges de la Moskova, de participation désintéressée à une lutte commune. Le tsar était tout à la fois père et général, et tous étaient ses enfants et ses soldats. L'absence de vie privée était compensée par la perspective d'une douce mort pour la patrie. L'expansion de celle-ci à travers l'espace et le temps était un gage de rédemption. Le salut coûte cher.

Un coup fatal fut porté à l'*oulous*, non par des ennemis sur le champ de bataille mais par son propre tsar, involontairement, il est vrai. L'Europe était l'ennemi numéro un de la Russie. Pierre le Grand ne prévoyait absolument pas d'« européaniser » l'empire en le transformant en arrière-pays du continent. En réalité, le tsar ne voulait que moderniser son armée en prévision des guerres contre l'Occident et faire usage des technologies militaires occidentales les plus modernes. Il envoya chercher des travailleurs immigrés, mais ce furent des hommes qui vinrent. Et ces hommes apportèrent des mots dans leurs bagages. Avec ces mots, des idées jusqu'alors inconnues se répandirent en Russie : liberté, république, parlement, droits humains, dignité personnelle.

L'« européanisation » de la Russie de Pierre le Grand fut dès le début un malentendu pur et simple dans la perception occidentale. Le réformateur ne cherchait absolument pas à adapter son pays à la culture occidentale. Certes, le port de vêtements étrangers devint obligatoire, mais cela ne changea rien au rôle moteur que jouaient la peur et la violence dans la vie russe. Et il n'envisageait évidemment pas que la « fenêtre



sur l'Europe » se transformerait en trou dans la coque, sous la ligne de flottaison. Le système n'était plus étanche aux idées. Ainsi commença au XVIII<sup>e</sup> siècle l'invasion progressive des valeurs libérales européennes à l'intérieur de la Russie.

Le résultat ne se fit pas attendre. Karl Peter Ulrich von Schleswig-Holstein-Gottorf, qui régna quelques mois sur la Russie sous le nom de Pierre III avant d'être tué par son épouse Catherine II, eut le temps de publier en 1762 un manifeste dégageant les nobles de leur obligation de service et les autorisant à voyager. Cette mesure fut lourde de conséquences. Dans le système traditionnel russe, tous les habitants du pays étaient « les serfs » du tsar, autrement dit de l'État. Or la libération de la noblesse fit des paysans serfs les esclaves des seigneurs. Ironie de l'histoire : les premiers hommes libres de Russie devinrent des propriétaires d'esclaves. La nation, « unie » dans son esclavage commun à l'égard du tsar, se trouva divisée par cette libération partielle.

Depuis cet instant, une question obsédante a tourmenté les esprits russes : comment un homme libre peut-il vivre dans un pays d'esclaves ? La réponse allait de soi. On se mit à rêver de bouleversements fondamentaux et d'un ordre social démocratique. L'année 1825 fut celle de la première tentative de révolution en Russie, ce qu'on appelle le soulèvement des Décembristes (car il eut lieu en décembre). Des officiers formés en Europe tirèrent profit de la brève période de confusion qui suivit le renoncement au trône du grand-duc Constantin au profit de Nicolas, frère du défunt tsar. Les meneurs de la révolte conduisirent leurs soldats sur la place du Sénat de Pétersbourg et leur ordonnèrent de réclamer une Constitution (*Konstitoutsia* en russe). À un général qui, s'étonnant des revendications de soldats qui ne savaient ni lire ni écrire, leur demandait « Frères, de quelle *Konstitoutsia* avez-vous besoin ? », ils répondirent : « Comment ça, de laquelle ? L'épouse de notre tsar légitime, Constantin ! » Le soulèvement fut écrasé dans le sang.

Nicolas I<sup>er</sup> et ses prédécesseurs élargirent l'*oulous* moscovite par des guerres de conquête et firent de la Russie un immense empire. Désormais, le peuple russe n'était plus seul à appartenir au tsar ; d'innombrables peuples et tribus de langues et de religions diverses le rejoignirent. La cohésion de ce mélange

de peuples était assurée, une fois de plus, par la peur et la violence. La Russie devint la « prison des peuples ».

L'empire était cependant gravement malade, souffrant d'un trouble dissociatif de l'identité. Un siècle de culture et de lumières involontaires – auxquelles Catherine la Grande avait elle aussi contribué avant de se détourner de ses sublimes idéaux, de persécuter les critiques et de renforcer la censure – joua un mauvais tour au système qui n'était plus à l'abri des idées occidentales. La culture s'accompagne de la notion de liberté personnelle. Ainsi se formèrent en Russie des « Européens russes », des hommes dotés de valeurs occidentales. Une bombe à retardement, celle du primat des valeurs de la vie privée, avait été posée sous la conscience russe totalitaire. En l'occurrence, la littérature joua un rôle essentiel. Le premier siècle de littérature nationale fut essentiellement constitué de traductions et d'adaptations. Il n'existait pas en russe de mot pour désigner l'idée de dignité humaine. Il n'existait pas d'arsenal verbal pour exprimer la conscience individuelle ; il allait falloir le créer. On introduisit des concepts manquants : opinion publique, sentiment amoureux, humanité, littérature.

En l'espace de quelques générations, ces mots provoquèrent la plus grande mutation sociopolitique : ils transformèrent la nation en frères siamois, un être double réuni par un corps commun, mais dont les têtes ne se comprennent pas. Depuis, une situation singulière est apparue en Russie. Deux nations complètement différentes intellectuellement et culturellement se partagent le même territoire. Elles sont russes, l'une comme l'autre, et parlent la même langue, mais mentalement, elles s'opposent fondamentalement. Une tête est farcie de culture européenne, d'idées de liberté et de la conviction que la Russie appartient à la civilisation humaine générale. Pour elle, toute l'histoire russe n'est qu'un cloaque sanglant d'où il faut extirper le pays pour le conduire vers un ordre social libéral européen. Cette tête refuse de vivre sous une dictature patriarcale, elle exige la liberté, des droits, une Constitution. L'autre tête se fait une conception traditionnelle du monde : la sainte Rous est une île entourée d'un océan hostile et seul le père qui réside au Kremlin est capable de sauver ce pays et ce peuple, et de préserver l'ordre en Russie d'une main de fer.

Dans le processus de prise de conscience nationale, un rôle clé revient au premier philosophe russe, Piotr Tchaadaïev. Dans ses lettres ouvertes publiées entre 1828 et 1830, il stupéfia la société naissante par une idée fort simple : les Russes n'étaient pas un peuple élu de Dieu. La Russie était coupée de l'Histoire, Moscou n'était pas la Troisième Rome et les Russes n'avaient pas été élus comme jadis le Messie pour sauver le monde. Toutes ces idées reposaient sur un malentendu : le malheur de la patrie, selon lui, était de n'avoir pas adopté la foi catholique romaine mais la foi orthodoxe byzantine, ce qui avait coupé les Russes de l'Europe et de son développement historique. L'idée qu'il présentait fit l'effet d'une bombe pour les cerveaux russes et avait tout d'une mutinerie. Sur ordre du monarque, l'auteur des *Lettres philosophiques* fut déclaré fou. Mais ses textes hérétiques furent alors publiés dans le samizdat de l'époque (« autoédition » – ainsi appelait-on les réseaux clandestins de diffusion de la littérature en URSS et dans les États du bloc de l'Est) et devinrent le fondement d'une des deux principales orientations de la pensée russe – l'« occidentalisation ». La guerre à l'« *oulous* fut déclarée sur des barricades idéologiques. Les « slavophiles » en revanche cherchèrent opiniâtement à trouver dans l'existence de la prison des peuples un sens permettant de garder un peu d'espoir.

La coexistence dans le même système d'une classe instruite et libre et de millions de serfs était inconfortable pour tous. L'esclavage indignait les milieux libéraux tandis que d'éventuelles révoltes paysannes représentaient toujours un risque pour le pouvoir. Le chef de la police secrète, le comte Alexandre von Benckendorff, écrivait ainsi en 1839 au tsar Nicolas I<sup>er</sup> : « Le servage est un baril de poudre sur lequel est assis le gouvernement et il est d'autant plus dangereux que l'armée est précisément composée de ces paysans... Mieux vaut amorcer l'émancipation progressivement, prudemment, qu'attendre que cette initiative vienne d'en bas, du peuple. » Nicolas s'efforçait de « geler » le pays, mais le temps travaillait contre lui. Son fils Alexandre II introduisit des réformes qui devaient transformer la Russie en pays « européen ».

Cent ans exactement après la libération de la noblesse, le 19 février 1861, un manifeste abolit l'esclavage qui subsistait encore sous la forme du servage paysan (pour peu de temps

seulement puisque, environ deux générations plus tard, après la révolution de 1917, tous les citoyens devinrent esclaves de l'État). Mais l'émancipation des serfs ne s'accompagna pas de l'octroi de terres aux paysans, celles-ci restant la propriété des seigneurs. Les paysans déçus eurent l'impression de s'être fait berné par le gouvernement, et réagirent par des mouvements de révolte. La liberté sans terres n'avait guère de valeur pour cette population analphabète.

Les autres réformes introduites par le tsar Alexandre semblent tirées d'un catalogue d'attributs de l'ordre social démocratique : égalité de tous devant la loi, séparation des tribunaux et de l'administration, indépendance et irrévocabilité des juges, constitution d'une cour d'assises, audiences publiques, droit d'appel, droit des accusés à l'assistance juridique. On créa pour l'administration des provinces une assemblée locale (*zemstvo*), où siégeaient des représentants de toutes les classes. Les villes possédaient désormais des organes d'administration indépendants, à l'image de la douma municipale. Dans le domaine de l'éducation, les universités obtinrent l'autonomie. Dans l'armée, le service militaire fut généralisé, les châtiments corporels abolis. Le pays se dirigeait à grands pas vers l'adoption d'une Constitution. L'*oulous* subissait une succession de défaites cuisantes.

Peu après l'abolition du servage, les journalistes et les écrivains commencèrent pourtant à anticiper un nouveau Temps des troubles. On voyait dans la démocratisation de la vie sociale un affaiblissement de la poigne de fer qui avait toujours préservé le pays du chaos.

Impatients, les révolutionnaires aspiraient à anéantir le régime tsariste abhorré. Dans la mesure où Alexandre II, le « tsar libérateur », symbolisait le système en place, il devint le principal objet de leur haine. La classe instruite – l'intelligentsia – déclara la guerre au gouvernement. « Abolition de l'autocratie » et « révolution » devinrent des paroles magiques qui gonflaient l'âme et le cœur des jeunes gens cultivés, hommes et femmes. Ceux-ci donnèrent l'assaut au régime autocrate comme à une forteresse, utilisant la littérature russe comme bélier. La révolution était au goût du jour. Y avait-il chose plus belle que souffrir en prison et mourir à la potence pour s'écrier au moment ultime : « Vive la révolution ! » Jadis, les Russes trouvaient le

salut en se battant pour le tsar et pour son *oulous*. À présent, la lutte sacrée, messianique, de la Russie orthodoxe contre ses ennemis fut remplacée par une lutte encore plus sacrée et plus messianique, la lutte pour la libération du peuple russe et de l'ensemble de l'humanité. L'âme russe assoiffée d'idéal avait à nouveau un but, si noble qu'il valait qu'on lui sacrifie sa vie : la révolution.

La société cultivée prit fait et cause pour les révolutionnaires, qu'elle soutenait de toutes ses forces dans leur guerre contre le régime tsariste. Les terroristes eux-mêmes pouvaient compter sur la compréhension de l'intelligentsia. Un épisode typique de cette attitude fut l'acquittement de la terroriste Vera Zassoulitch, libérée en 1878 au milieu des acclamations après un attentat contre un fonctionnaire du tsar.

Le 1<sup>er</sup> mars 1881, le jour même où Alexandre II signa un texte qui devait accorder une Constitution à la Russie, il fut victime d'un attentat à la bombe, précédé de plusieurs tentatives manquées. Les « grandes réformes » furent suspendues pendant la période de gouvernement qui suivit. C'est ainsi que les réformes furent freinées par les forces progressistes, qui jugeaient insuffisantes les modifications réalisées par le système tsariste.

Une pièce de théâtre pour trois acteurs se jouait en Russie : le peuple se taisait (pour reprendre la formule géniale du finale de la tragédie *Boris Godounov* d'Alexandre Pouchkine), la société cultivée réclamait une démocratie « à la suisse » et déclarait la guerre au gouvernement. Quant au troisième acteur, le pouvoir de l'État, il ne lui restait qu'à battre en retraite progressivement jusqu'à la défaite ultime, ou à serrer plus énergiquement la vis. Le tsar suivant, Alexandre III, plongea la Russie dans une brève ère glaciaire, alors que son fils Nicolas II fit le choix du recul.

Le destin fut défavorable au dernier tsar présoviétique. Il perdit la guerre contre le Japon et dut immédiatement affronter une révolution dans son pays. En Russie, les victoires militaires ont toujours prolongé l'espérance de vie du régime, alors que les défaites l'ont abrégée. À chaque recul du pouvoir, la société exigeait davantage de concessions. En 1905, la Russie obtint des libertés politiques, une Constitution introduisant le principe de la séparation des pouvoirs dans tout le pays, et

un parlement, la Douma. Il était impossible d'aller plus loin sans prononcer la dissolution de la monarchie et la proclamation d'une république, ce qui eut lieu du reste peu après, en février 1917.

Ceux qui étaient morts pour la révolution dans les décennies précédentes eurent plus de chance que ceux qui vécurent jusqu'à sa victoire. Quand on considère tout ce qui s'est passé au XX<sup>e</sup> siècle, Nicolas II, le « tyran sanguinaire », fait figure de martyr paisible et inoffensif de la révolution.

La révolution de février 1917 prétendit faire de la Russie le pays le plus démocratique du monde : tous les privilèges de classe furent abolis, la liberté totale de pensée et de religion fut garantie, les femmes obtinrent le droit de vote, bien plus tôt que dans de nombreux pays occidentaux. La prison des peuples s'écroula et les peuples se dispersèrent dès qu'ils comprirent que le cadenas était ouvert et que les gardiens étaient partis assister à une manifestation révolutionnaire. De nouveaux États s'empressèrent de déclarer leur indépendance par rapport à la Russie.

La société avait enfin triomphé du gouvernement impérial. La main de fer était rouillée et effritée depuis longtemps. Le peuple aurait continué à se taire, mais le chaos attendu arriva. On assista au pire de ce qui pouvait arriver à un *oulous* : la hiérarchie du pouvoir s'effondra et, alors que le pays était encore en guerre, des millions d'hommes arrachés à leurs foyers et armés se trouvèrent du jour au lendemain pour ainsi dire sans ordres ni commandement – affamés, aigris par les défaites, furieux et montés contre leurs compatriotes aisés. La guerre mondiale brisa les reins de la démocratie russe nouveau-née.

Les slogans des partis révolutionnaires tels que « Volez les voleurs ! » trouvèrent un plus grand écho auprès des paysans russes que les mises en garde du gouvernement provisoire contre les exigences et les comportements d'un radicalisme excessif. Les grands domaines furent incendiés à travers tout le pays et des richesses culturelles comme les bibliothèques figurèrent parmi les premières victimes. La criminalité de rue prospérait. Toute l'infrastructure s'effondra. Le pays s'enfonça alors dans une anarchie si sanglante que seule une dictature encore plus sanglante fut en mesure de rétablir l'ordre. Le gouvernement provisoire modéré n'eut tout simplement pas le

temps d'établir de nouveaux organes de pouvoir et de les faire fonctionner. L'assemblée populaire constituante elle-même ne put être mise en place.

On attendait un équivalent historique de la main de fer. La monarchie tsariste en tant qu'incarnation de l'*oulous* moscovite était dépassée et il ne fallait pas espérer la ranimer. L'Histoire dispose pourtant toujours d'un certain assortiment d'avatars et l'on ne mit pas longtemps à trouver un substitut.

Lénine, Trotski et les autres chefs communistes étaient des fanatiques d'une doctrine occidentale fourvoyée, et l'Histoire les exploita aveuglément pour ressusciter l'*oulous* moscovite. Ils se croyaient destinés à changer le cours de l'histoire mondiale et cette conviction romantique les aiguillonna dans l'âpre lutte pour le pouvoir. Les méthodes qu'ils employèrent pour conquérir celui-ci et les idées qu'ils se faisaient de la dictature correspondaient exactement aux conceptions et aux méthodes des grands khans. La rhétorique marxiste offrait un camouflage idéal. Les bolcheviks croyaient sauver le monde du capitalisme mais, en réalité, ils furent utilisés pour sauver l'Empire russe.

Il ne fallut à l'ordre social le plus libre du monde que quelques mois pour ruiner le pays, avant d'être remplacé par le moins libre. La reconstruction de l'*oulous* fut rapide. Il n'y avait rien à inventer, le passé tenait prêts tous les instruments, toutes les mesures nécessaires. Trois semaines seulement après la prise du pouvoir, la police secrète, la machine de mort appelée la Tchéka (à laquelle succédèrent le Guépéou, le NKVD, le KGB et le FSB) fut fondée. Le Parti se transforma en Église de substitution. La mission messianique jadis religieuse de l'empire restauré devint « socialiste ». La Troisième Internationale rimait parfaitement avec la Troisième Rome.

Le temps des grands empires pluriethniques paraissait révolu. L'Autriche-Hongrie, l'Empire ottoman disparurent. L'Empire russe aurait dû, lui aussi, être rayé de la carte. Mais l'*oulous* moscovite était fondamentalement un empire d'un autre genre. L'Histoire sortit alors un atout de sa manche : les bolcheviks, qui s'étaient engagés à « libérer » non seulement les Russes, mais aussi toutes les nations. Les peuples et les territoires qui s'étaient détachés de Moscou et avaient proclamé leur indépendance (l'Ukraine, les républiques du Caucase, l'Asie centrale, l'Extrême-Orient) furent reconquis

au cours de la « guerre civile ». Une guerre civile est en réalité un conflit armé entre différents groupes sur le territoire d'un même État. Présenter comme une « guerre civile » la conquête de pays indépendants fut un habile stratagème de la propagande soviétique.

Lorsque l'ordre fut rétabli dans le pays, les méthodes employées rappelèrent indéniablement la brutalité des Mongols sous le commandement d'Alexandre Nevski. Certes, on n'arracha pas les langues en masse et on n'énucléa personne, mais la relation entre le pouvoir et la population reposa une nouvelle fois sur le solide fondement de la pure terreur. Les bolcheviks consolidèrent leur dictature en fusillant des otages arrêtés arbitrairement parmi les cercles aisés et cultivés. Il fallait exterminer la classe des exploités. Autrement dit, la classe instruite, l'intelligentsia, fut écrasée. Ce génocide en vertu du « principe de classe » suivait la logique historique : la scission de l'*oulous* de Moscou en deux nations, la constitution de la Russie mentalement « européenne » avait provoqué l'effondrement du système. La tête des siamois tournée vers l'Ouest devait être tranchée. Ainsi fut fait.

L'extermination des « exploités » n'était qu'un commencement. La terreur déferla sur tout le pays et sur toutes les couches de la population. Mais en définitive, elle toucha principalement, une fois de plus, les « classes exploitées ». Plusieurs millions de paysans furent exécutés ou affamés. La « lutte des classes » se révéla n'être que l'enveloppe morale de l'exercice d'une violence brute. Les bolcheviks réussirent à faire du peuple son propre bourreau.

L'*oulous* contre-attaqua. Pierre le Grand avait autrefois ouvert une « fenêtre sur l'Europe ». Staline la referma hermétiquement et coupa de nouveau le pays du monde extérieur. Les romantiques du communisme durent s'écarter (généralement au moyen d'une balle dans la nuque), pour faire place à l'édification de la dictature asiatique, dont la référence à l'utopie marxiste se révéla pur verbiage idéologique, à l'image, par exemple, du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Dans la réalité, le socialisme ne prenait au sérieux qu'un mot d'ordre marxiste : « La violence est la sage-femme de l'Histoire. »



L'*oulous* moscovite ressuscita dans tout son éclat. La seule vraie foi fut transposée de l'orthodoxie au communisme, mais la conscience mythologique de millions d'habitants demeura intacte. Un empire combattant utilisa abusivement sa nation comme armée. L'autocrate fut divinisé par ses sujets. L'exécution des traîtres fut applaudie unanimement par le peuple tout entier. « Ceux d'en bas » et « ceux d'en haut » furent réunis dans l'esclavage. Le seul objectif était la victoire sur l'ennemi. « Nous porterons la guerre sur le territoire de l'agresseur ! » Le sens de la vie ? Servir l'Union soviétique. Le bonheur suprême ? Mourir pour la patrie. La moindre lueur d'initiative personnelle, la moindre étincelle de liberté de pensée était l'indice d'un « complot trotskiste ». Toute expression de mécontentement, même parfaitement justifiée, était assimilée à du « parasitisme » et à du sabotage. La propriété privée n'existait plus, tout appartenait à l'État. Et tous appartenaient à l'État. Quant à Dieu, il n'en existait qu'un : le Dieu vivant qui logeait au Kremlin.

Le grand khan faisait étalage de son pouvoir illimité et se faisait couvrir de louanges dans le plus pur style oriental. Staline créa une dictature personnelle parfaite : il n'y eut pas un seul attentat contre le « père de tous les travailleurs ». Comme Dracula autrefois, il était redouté et aimé de son peuple.

La guerre prouva la stabilité de l'*oulous* modernisé. « Frères et sœurs ! » – c'est en ces termes que le dictateur se tourna vers la population quand il craignit de perdre le pouvoir et la vie. Et les esclaves se sacrifièrent « Pour la patrie ! Pour Staline ! ». La patrie était servie en lot avec le tyran.

La rude épreuve fut surmontée ; elle avait fait d'innombrables victimes. Le système fut perfectionné. Le fondement idéologique de la superstition marxiste, l'internationalisme, fut désormais officiellement abandonné. Des cendres révolutionnaires, Staline fit renaître l'Église orthodoxe, le patriotisme ainsi que des héros nationaux comme le prince Alexandre Nevski ou le maréchal Souvorov (un des plus grands stratèges militaires du XVIII<sup>e</sup> siècle). Le chant des travailleurs, « L'Internationale », fut remplacé comme hymne national par « Staline nous a élevés ».

Dans la guerre contre ce système, les ennemis, quels qu'ils soient, n'ont aucune chance. Quand la stratégie militaire repose sur la consommation imperturbable de masses de

soldats, le général vainqueur sera toujours celui qui n'épargne personne et dispose de réserves illimitées. Le « maréchal de la Victoire », Gueorgui Joukov (général de l'Armée rouge et ministre soviétique de la Défense dans les années 1950), en a donné la meilleure formulation : « Ça ne fait rien. Les femmes russes mettront de nouveaux soldats au monde. »

Les historiens débattent toujours et débattront encore longtemps du nombre de victimes de la guerre et des répressions, du nombre de personnes incarcérées, exécutées ou mortes de faim. Il ne peut y avoir, et peut-être ne pourra-t-il jamais y avoir, de décompte précis.

Dmitri Mendeleïev, le célèbre chimiste inventeur du système périodique, s'intéressait également aux questions sociologiques et démographiques. En s'appuyant sur les chiffres de croissance économique et sur les taux de natalité, il prévoyait à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que, en 1950, la population de l'Empire russe atteindrait 450 à 500 millions d'individus. Mais ce grand savant ne tenait pas compte du génocide à venir de la Russie contre son propre peuple. En 1950, l'Empire néorusse abritait, selon les indications officielles, 179 millions d'habitants. « Ça ne fait rien. Les femmes russes mettront de nouveaux soldats au monde. »

Après la victoire sur l'Allemagne, il fallut agrandir la prison des peuples pour faire de la place aux nouveaux détenus d'Europe de l'Est. Désormais, les « frères socialistes » durent tous apprendre le russe, la langue des occupants. La langue de Pouchkine et de Tolstoï. Il fallut apprendre à différencier la culture russe du despotisme russe. Ce n'était pas forcément facile.

Dans l'Empire britannique, les Britanniques jouissaient de certains privilèges. Mais l'Empire russe n'était pas un empire des Russes. Les Russes étaient le peuple le plus opprimé et le plus exploité de l'ensemble du « camp socialiste ». Le niveau de vie de la nation dominante de l'Union soviétique était le plus bas, le système exigeait des Russes le plus de sacrifices et de privations. De qui était-ce donc l'empire ?

L'*oulous* russe n'existe pas pour les Russes, mais pour le pouvoir. La seule idéologie de l'*oulous* reste le maintien au pouvoir.